Zeitschrift: Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse

Herausgeber: Union syndicale suisse

Band: 27 (1935)

Heft: 4

Titelseiten

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 17.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Revue syndicale suisse

ORGANE MENSUEL DE L'UNION SYNDICALE SUISSE

27me année Avril 1935 No 4

Actualités.

Tout ou rien, telle est la politique qu'entendent pratiquer les partis au pouvoir dans la Confédération suisse. Ces partis se rendent compte qu'ils perdent de plus en plus du terrain. Il eût donc été indiqué, pour eux, qu'ils tentent de mieux adapter leur programme aux désirs et aux besoins du peuple, afin de jeter un pont sur le fossé qui aujourd'hui sépare le peuple des autorités. A dire le vrai, il eût fallu, dans ce cas, désavouer différentes choses qui naguère ont été faites par les autorités ou dites par certains dirigeants de la politique suisse. Cela eût présupposé un courage qui, paraît-il, n'est pas à la portée de ces partis. Il va de soi que les milieux de l'extrême droite n'ont aucune raison de reviser le cours de leur politique, car ils désirent ardemment un *gouvernement autoritaire* qui ne laissera au peuple que le plaisir de payer des impôts. Ils savent aussi pertinemment que leur politique tend à grignoter les partis du centre et ils espèrent, lors de la liquidation, d'en tirer le plus large profit possible. La politique du tout ou rien, chère à l'extrême droite, n'a pas lieu de nous étonner. Pour ce qui concerne les autres partenaires, elle est un signe de faiblesse. Les partis dont il s'agit n'ont plus le courage de se prononcer en faveur d'une chose que peut-être ils ont voulue plus tôt. On est déjà bien avant dans la voie dans laquelle on s'est engagé récemment.

*

Ce serait faire trop d'honneur au **rapport du Conseil fédéral sur l'initiative de crise** que de le considérer comme un instrument de la politique du tout ou rien, car en tant que cela soit possible, il renferme encore plus de contradictions que la politique économique suisse pratiquée au cours de ces dernières années. Ce rapport est un document inspiré par l'*amertume* et le *dépit* qu'un gouvernement qui prétend être objectif n'aurait jamais dû couvrir